

ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

LOI RELATIVE AU CADASTRE GÉNÉRAL DE L'ILE.

(Enregistré sur les Records de l'île de Guernesey le
15 novembre 1919.)

[AVEC TRADUCTION.]



IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR LA
COMPAGNIE D'IMPRIMERIE DE BICHARD, LIMITÉE,
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,
RUE DU BORDAGE.

1919.

XII.
1919.

ORDRE EN CONSEIL.



À LA COUR ROYALE DE L'ÎLE DE GUERNESEY.

Le 15 novembre 1919, pardevant Edward Chepmell Ozanne, écuyer, Baillif; présents: George Herbert Le Mottée, John Bonamy Collings, Adolphus John Hocart, John Leale, Lionel Slade Carey, James Esten de Jersey, Hubert George de Carteret Stevens Guille et William de Prélaz Crousaz, écuyers, Jurés.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 29 octobre 1919, ratifiant un projet de loi intitulé "Loi relative au Cadastre Général de l'Île,"—La Cour, après avoir eu lecture du dit Ordre, ouïes les conclusions du Procureur du Roi, a ordonné que le dit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île, duquel Ordre la teneur suit :—

At the Court at Buckingham Palace,

The 29th day of October, 1919.

Present,

The King's Most Excellent Majesty

LORD PRESIDENT.

LORD CHAMBERLAIN.

EARL CURZON OF KEDLESTON.

SIR FREDERICK PONSONBY.

Whereas there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of October, 1919, in the words following, viz. :—

"Your Majesty having been pleased, by Your General Order of Reference of the 10th day of May, 1910, to refer unto this Committee the humble

Petition of the States of the Island of Guernsey setting forth (1) that on the 30th November, 1918, the Court of Chief Pleas adopted a Bill or *Projet de Loi* prepared by the Attorney-General, and requested the Bailiff to submit the same to the States for their approval : (2) that on the 21st February, 1919, the said *Projet de Loi* was submitted to the States of Deliberation ; and was by that Body referred to a Committee of the said States in order that they might report to the States with respect to any amendments that might be deemed advisable : (3) that on the 16th May, 1919, the report of the Committee was submitted to the States of Deliberation together with the *Projet de Loi* adopted by the Court of Chief Pleas on the said 30th November, 1918, and the Committee was requested to present a further and more detailed report stating their reasons for the amendments which they proposed introducing into the *Projet de Loi* : (4) that on the 5th August, 1919, the second report of the Committee was submitted to the States of Deliberation together with the *Projet de Loi* adopted by the Court of Chief Pleas on the aforementioned date, which said *Projet de Loi* was adopted by the States with certain modifications, and the President was authorized to submit the same to Your Majesty in Council for Your Majesty's Royal Sanction : (5) that the said *Projet de Loi* is intituled ' *Loi relative au Cadastre Général de l'Île* ' and is in the words and figures set forth in the Schedule to the said Petition : And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said ' *Projet de Loi*,' and to order and direct that the same should have the force of law within the Island of Guernsey :

" The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said *Projet de Loi* into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it

may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*."

His Majesty, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Islands of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ALMERIC FITZROY.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing
Order in Council.

**LOI RELATIVE AU CADASTRE GÉNÉRAL
DE L'ÎLE.**

TITRE I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1.

Toutes les contributions foncières, soit des États, soit des paroisses, seront levées d'après un Cadastre lequel sera sous les soins d'un Comité des États et sera rectifié d'an en an ou plus souvent aux frais des États

sauf le paiement des experts paroissiaux suivant à l'Article 4, et jusqu'à ce que la confection en soit achevée, le cadastre sera celui déjà existant et mentionné à l'Article 9 de la loi portant modification à la Loi relative au Cadastre Général de l'île, et qui doit être exhibé dans la première quinzaine du mois de décembre de chaque année.

Article 2.

Le dit Comité sera composé de neuf membres, savoir : Le Trésorier des États ; un Juré-Justicier de la Cour Royale ; le Recteur d'une des paroisses de cette île ; un membre pour la paroisse de St. Pierre-Port ; un membre pour les paroisses de St. Samson, du Valle et du Câtel ; un membre pour les paroisses de St. Sauveur, de St. Pierre-du-Bois et de Torteval ; un membre pour les paroisses de la Forêt, de St. Martin, et de St. André ; et deux Députés aux États. Le Trésorier des États sera membre d'office, deux des autres membres sortiront de charge à la fin de chaque année, mais seront rééligibles. Ces huit membres sortiront de charge à tour de rôle comme suit :—

A la fin de la première année, le Juré et le membre pour la paroisse de Saint Pierre-Port.

A la fin de la deuxième année, le membre pour les paroisses de St. Samson, du Valle, et du Câtel, et le membre pour les paroisses de Saint Sauveur, de Saint Pierre-du-Bois, et de Torteval.

A la fin de la troisième année, le Recteur et un Député aux États.

A la fin de la quatrième année, le membre pour les paroisses de la Forêt, de Saint Martin, et de Saint André, et un Député aux États.

Le premier Comité sera celui actuellement en fonctions, qui a été constitué en vertu de la Loi relative au Cadastre Général de l'île 1915, dont les membres sortiront de charge comme sus est dit.

Article 3.

Le dit Comité sera assisté par deux experts qu'il nommera et qui seront payés par les États. Les dits experts seront assermentés devant la Cour Royale.

Article 4.

Les Connétables et Douzeniers de chaque paroisse nommeront deux experts pour leurs paroisses respectives, lesquels experts seront assermentés devant la Cour Royale. Les experts paroissiaux seront payés par la paroisse qui les aura nommés.

Article 5.

Les Connétables et Douzeniers des paroisses de cette Ile seront tenus, toutes fois et quantes qu'ils y seront requis par le dit Comité, de fournir au dit Comité tous les renseignements qui pourront leur être demandés par le dit Comité afin de mettre le dit Comité à même tant de dresser le cadastre que de le corriger de temps en temps par après. Faute aux dits Connétables et Douzeniers de fournir les dits renseignements au dit Comité dans un temps raisonnable après qu'ils leur ont été demandés le dit Comité aura le droit de les obtenir aux frais de la paroisse. Les Connétables et Douzeniers pourront en tout temps se faire assister par les experts de leur paroisse.

Article 6.

Les membres du dit Comité, les autorisés du dit Comité, les Connétables des paroisses respectives, et les experts, auront en tout temps le droit d'entrer dans les héritages et autres propriétés lors dans l'exercice de leur fonctions en vertu de la présente Loi.

Article 7.

Tout propriétaire, curateur aux biens, tuteur, ou procureur d'un propriétaire, et tout usufruitier, saisi, ou agent d'une propriété sera tenu, toutes fois et quantes qu'ils y seront requis par les Connétables de la paroisse où la propriété est située, d'envoyer aux dits Connétables une déclaration par écrit signée par lui et constatant du meilleur de sa connaissance :—

- 1.—La désignation de la propriété pour laquelle il est responsable.
- 2.—Le nom et l'adresse du propriétaire.
- 3.—Le nom et l'adresse de l'occupant.
- 4.—L'arpentage du terrain.
- 5.—Le nombre des bâtiments avec la désignation ou description et les dimensions de chaque bâtiment.
- 6.—La désignation ou description des autres objets, s'il y en a, qui, soit par leur nature, soit par leur destination ou autrement, sont censés être immeubles par les lois et coutumes de l'île.
- 7.—Le montant du loyer, si la propriété est louée.

Les dits Connétables seront tenus de se faire envoyer les dites déclarations, soit pour toutes les propriétés dans leur paroisse, soit pour une ou plusieurs propriétés quelconques, toutes les fois qu'il y seront requis par le dit Comité.

Sera passible d'une amende, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas une livre sterling, tout propriétaire, curateur, tuteur, procureur, usufruitier, saisi, ou agent, qui omettra ou négligera d'envoyer la dite déclaration aux Connétables dans les quinze jours après le jour où elle lui aura été demandée.

TITRE II.

DE LA CONFECTION ET DES ÉNONCIATIONS DU CADASTRE.

Article 8.

Le dit Comité fera procéder sans délai à la confection d'un nouveau cadastre et à une nouvelle évaluation de toutes les propriétés qui devront y figurer, en attribuant à chaque propriété sa valeur actuelle et particulière, sans avoir égard à aucun taux uniforme (anglicé "flat rate").

Article 9.

Le cadastre énoncera :—

- 1.—La désignation ou description de la propriété.
- 2.—Le nom et l'adresse du propriétaire, ou de l'usufruitier.
- 3.—L'arpentage du terrain.
- 4.—La valeur du terrain, estimée en quartiers de froment de rente.
- 5.—Le nombre des bâtiments, avec la description ou désignation de chaque bâtiment.
- 6.—La valeur de chaque bâtiment estimée en quartiers de froment de rente.
- 7.—La description ou désignation des autres objets qui, soit par leur nature soit par leur destination ou autrement, sont censés être immeubles par les lois et coutumes de l'Île, avec la valeur des dits objets, estimée en quartiers de froment de rente.
- 8.—La valeur locative.
- 9.—La valeur contribuable.

La carte officielle fera foi de l'arpentage du terrain à moins de preuve du contraire.

TITRE III.**DES ÉVALUATIONS.****Article 10.**

Les évaluations (tant celle mentionnée dans l'Article 8 de la présente loi que celles qui deviendront nécessaires par après pour la rectification du cadastre) se feront, en premier lieu, par les experts paroissiaux. Les évaluations ainsi faites seront envoyées sans délai au dit Comité lequel aura le droit de les changer ou modifier avant de les porter au cadastre.

Article 11.

Le dit Comité aura en tout temps le droit de demander aux experts paroissiaux une nouvelle évaluation

soit de l'entier des propriétés dans leur paroisse soit d'une propriété quelconque.

TITRE IV.

DE LA RECTIFICATION ET EXPOSITION DU CADASTRE.

Article 12.

Le dit Comité fera rectifier le dit cadastre d'an en an, et il aura le droit de le faire rectifier, en tout ou en partie, plus souvent s'il le juge nécessaire.

Article 13.

Tout propriétaire, usufruitier, curateur aux biens, tuteur, et procureur d'un propriétaire, et tout saisi et agent d'une propriété, est tenu avant le premier jour du mois de janvier de chaque année d'envoyer aux Connétables de la paroisse où la propriété est située, pour être transmis au Trésorier des États, un avis de tout changement ou addition, s'il y en a, qui nécessite une rectification dans le cadastre.

Article 14.

(1) Dans le cas d'un transfert de maisons, terres ou bâtiments par acte entre vifs l'acquéreur sera tenu dans les quinze jours qui suivront l'enregistrement du contrat d'envoyer au Trésorier des États les renseignements suivants :—

- (a) Le nom et l'adresse de l'acquéreur.
- (b) La désignation et la description de la propriété transférée et dans le cas d'une subdivision d'un terrain l'arpentage de la partie transférée.
- (c) Le prix porté dans le contrat.

(2) Ceux qui deviennent propriétaires (autrement que par testament) de maisons, bâtiments ou terres par le décès du ci-devant propriétaire seront tenus dans un mois du décès d'envoyer au Trésorier des États les noms et adresses des nouveaux propriétaires.

(3) Dans le cas d'un partage la personne à laquelle la première bille est échue sera tenue dans les quinze jours de l'enregistrement du partage d'envoyer au Trésorier des Etats les renseignements suivants :—

(a) Les noms et adresses de chaque copartageant.

(b) La désignation et description des maisons, bâtiments et terrains échus à chaque bille (y compris le préciput et droit de l'aîné) et dans le cas d'une subdivision de terrain l'arpentage de chaque fraction du terrain ainsi subdivisé.

(4) Dans le cas d'un testament celui qui aura fait enregistrer le testament sera tenu dans les quinze jours de l'enregistrement du testament d'envoyer au Trésorier des Etats un abrégé du dit testament contenant autant que possible les mêmes détails que ceux mentionnées à l'alinéa premier du présent article.

(5) Dans le cas d'une saisie celui qui s'est fait tenant de l'héritage de la saisie ou d'une partie quelconque du dit héritage sera tenu dans les quinze jours de la date de l'acte par lequel il s'est fait tenant d'envoyer au Trésorier des Etats les mêmes renseignements que ceux contenus dans l'alinéa premier du présent article à l'exception du prix.

(6) Tout contrevenant à cet article sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £1 stg.

Article 15.

La partie du Cadastre qui a rapport à une paroisse sera déposée pendant cinq jours de chaque année pour l'inspection des Contribuables dans un lieu dans la dite paroisse aux jours et heures et suivant aux règlements qui seront prescrits par Ordonnance de la Cour Royale.

Tout Contribuable pourra dans les cinq jours qui suivront le dernier jour de l'exposition pour l'année du Cadastre notifier par écrit aux Connétables quelque inexactitude par laquelle il est lésé.

Bien entendu que le fait de ne pas avoir envoyé une telle notification n'empêchera pas un Contribuable de disputer le montant de sa contribution pour des raisons qui lui sont particulières, mais lesdites raisons ne pourront comprendre une inexactitude dans la désignation ou dans l'évaluation d'une propriété.

Article 16.

Les Connétables devront soumettre les notifications à leurs Douzaines respectives lesquelles se feront assister par les experts de leurs paroisses. Les Connétables feront ensuite envoyer les dites notifications, avec les observations de leur Douzaine, au Trésorier des Etats. Sur les notifications envoyées le dit Comité pourra corriger le Cadastre ; après quoi, si le contribuable n'est pas satisfait, il lui sera loisible d'intenter une action contre le Président du dit Comité à se voir ordonner rectifier le Cadastre. En tout cas, le Président notifiera par écrit au Contribuable, sans délai, la décision du dit Comité.

Article 17.

Toutes notifications de changements ou d'inexactitude devront se faire sur une forme spéciale pourvue par le Comité des Etats et qui sera fournis aux parties intéressées par les Connétables. Les Connétables seront tenus de garder un registre de toute notification de changements qui seront transmis par eux au Comité.

Article 18.

Le Trésorier des Etats fournira chaque année aux Connétables de chaque paroisse dans les deux mois qui suivront le dernier jour de l'exposition du Cadastre une copie de la partie du Cadastre, après qu'il aura été rectifié, qui a rapport à la dite paroisse.

Article 19.

La Cour Royale est autorisée à passer toutes et telles Ordonnances qu'elle croira nécessaires pour la mise en exécution de la présente Loi.

Article 20.

Les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au delateur.

TITRE V.**DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.****Article 21.**

Sont et demeurent rappelées les lois et parties des lois suivantes en ce qu'elles concernent seulement le Cadastre y mentionné.

- 1.—Les Articles 8, 10, 11, 18, 19, et 20 de la Loi relative à la Taxation paroissiale (1868).
- 2.—Les Articles 2, 4, 15, 16, 17, et 18 de la Loi qui détermine les Procédures à suivre lors de la Levée d'une Taxe Générale (1871).
- 3.—Les Articles 7, 8, 9, 10, 11, et 12 de la Loi relative aux Égouts de la Ville et Paroisse de Saint Pierre-Port (1899).
- 4.—Les Articles 8, 9, 10, 11, et 12 de la Loi relative aux Égouts de la paroisse de Saint Samson (1900).
- 5.—Les Articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, et 10 de la Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques (1904).
- 6.—L'Article 8 de la Loi supplémentaire à la Loi relative à la Taxation paroissiale (1911).
- 7.—La Loi relative au Cadastre Général de l'Île (1915).

(Extrait des Registres)

QUERTIER LE PELLEY,
Greffier du Roi.

Translation of "Law Relating to the General Cadastre of the Island," passed by the States of Guernsey on the 5th August, 1919, and approved by Order in Council of the 29th October, 1919.

SECTION I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

All taxes on real property, whether States or parochial, shall be levied according to a Cadastre which shall be under the care of a States Committee and which shall be rectified yearly or more often at the expense of the States, with the exception of the payment of the parochial experts according to Article IV., and until it be completed, the Cadastre shall be that already in existence and mentioned in Article 9 of the Law modifying the Law relating to the General Cadastre of the Island, and which must be exhibited during the first fortnight of the month of December in each year.

Article 2.

The said Committee shall consist of nine members, viz.: the Treasurer of the States; one Jurat of the Royal Court; the Rector of one of the Parishes of this Island; one member for the Parish of St. Peter-Port; one member for the Parishes of St. Sampson, the Vale and the Castel; one member for the Parishes of St. Saviour, St. Peter-in-the-Wood and Torteval; one member for the Parishes of the Forest, St. Martin and St. Andrew; and two Deputies to the States. The Treasurer of the States shall be a member *ex-officio*, two of the other members shall retire at the end of each year, but shall be

re-eligible. These eight members shall retire in rotation as follows :—

At the end of the first year, the Jurat and the member for the Parish of St. Peter-Port. At the end of the second year, the member for the Parishes of St. Sampson, the Vale and the Castel, and the member for the Parishes of St. Saviour, St. Peter-in-the-Wood and Torteval. At the end of the third year, the Rector and one Deputy to the States. At the end of the fourth year, the member for the Parishes of the Forest, St. Martin and St. Andrew, and one Deputy to the States.

The first Committee shall be that actually in office, constituted by virtue of the Law relating to the General Cadastre of the Island, 1915, whose members shall retire from office as above mentioned.

Article 3.

The said Committee shall be assisted by two experts named by them, and these shall be paid by the States. The said experts shall be sworn before the Royal Court.

Article 4.

The Constables and Douzeniers of each Parish shall name two experts for their respective Parishes, which experts shall be sworn before the Royal Court. The parochial experts shall be paid by the parish naming them.

Article 5.

The Constables and Douzeniers of the parishes of this Island shall be bound, whenever required by the said Committee, to furnish the said Committee with all the information which may be demanded by the said Committee in order that the said Committee may both draw up the Cadastre and afterwards rectify it from time to time. Should the said Constables and Douzeniers fail to furnish the said Committee with the said information within a reasonable time after being required so to do, the said Committee shall have

the right to obtain the same at the expense of the parish. The Constables and Douzeniers may at all times claim the assistance of the experts of their parish.

Article 6.

The members of the said Committee, those authorized by them, the Constables of the respective parishes, and the experts, shall at all times have the right of entry into estates and other properties while exercising their duties under the provisions of the present Law.

Article 7.

Every proprietor, curator bonis, guardian, or attorney of a proprietor, and every usufructuary, saisi, or agent of a property shall be bound, whensoever required by the Constables of the parish wherein the property is situated, to send to the said Constables a declaration in writing signed by him and stating to the best of his knowledge:—

- 1.—The designation of the property for which he is responsible.
- 2.—The name and address of the proprietor.
- 3.—The name and address of the occupier.
- 4.—The acreage of the land.
- 5.—The number of the buildings, with the designation or description and the dimensions of each building.
- 6.—The designation or description of any other objects, if there be any, which, either by their nature or by their destination or otherwise, are by the laws and customs of the Island deemed to be real property.

- 7.—The amount of the rent, if the property is let.

The said Constables shall be bound to have the said declarations sent to them, either for all the properties in their parish or for one or several properties whatsoever, whenever so required by the said Committee.

Shall be liable to a fine, at the discretion of the Court, not exceeding One Pound sterling, every proprietor, curator bonis, guardian, attorney, usufructuary, saisi, or agent who shall omit or neglect to send the said declaration to the Constables within fifteen days from the date of demand.

SECTION II.

THE SETTLEMENT AND DISPOSITIONS OF THE CADASTRE.

Article 8.

The said Committee shall without delay proceed to draw up a new Cadastre and a new valuation of all properties which shall figure therein, giving to each property its actual and special value, without regard to any flat rate.

Article 9.

The Cadastre shall set out :—

- 1.—The designation or description of the property.
- 2.—The name and address of the proprietor or of the usufructuary.
- 3.—The acreage of the land
- 4.—The value of the land, calculated in quarters of wheat rent.
- 5.—The number of buildings, with the description or designation of each building.
- 6.—The value of each building calculated in quarters of wheat rent.
- 7.—The description or designation of the other objects which, either by their nature, or by their destination or otherwise, are deemed to be real property according to the laws and customs of the Island, with the value of the said objects, estimated in quarters of wheat rent.

8.—The rental value.

9.—The rateable value.

The acreage of the land shall be taken from the official map unless otherwise proved.

SECTION III.
VALUATIONS.

Article 10.

The valuations (both that mentioned in Article 8 of the present Law and those which shall afterwards become necessary for the rectification of the Cadastre) shall, in the first instance, be made by the parochial experts. The valuations so made shall be sent without delay to the said Committee, which shall have the right to change or modify them before inserting them in the Cadastre.

Article 11.

The said Committee shall at all times have the right to require from the parochial experts a new valuation either of the whole of the properties in their parish or of any property in particular.

SECTION IV.
THE RECTIFICATION AND EXHIBITION OF THE CADASTRE.

Article 12.

The said Committee shall cause the Cadastre to be rectified yearly, and if they deem it necessary, they shall have the right to cause it to be rectified more often, either wholly or in part.

Article 13.

Every proprietor, usufructuary, curator bonis, guardian, attorney of a proprietor, and every saisi

or agent of a property, is bound before the first day of the month of January in each year to send to the Constables of the parish wherein the property is situated, for transmission to the Treasurer of the States, notice of all changes or additions, if there be any, which necessitate a rectification in the Cadastre.

Article 14.

(1) In the case of a transfer of houses, lands or buildings by deed between living parties, the purchaser shall be bound within fifteen days following the registration of the contract to send the following information to the Treasurer of the States :—

- (a) The name and address of the purchaser.
- (b) The designation and description of the property transferred and in the case of a sub-division of land the acreage of the part transferred.
- (c) The price mentioned in the contract.

(2) Those who become proprietors (otherwise than by will) of houses, buildings or lands by the decease of the former proprietor shall be bound within one month of the decease to send the names and addresses of the new proprietors to the Treasurer of the States.

(3) In the case of a division of real estate, the person to whom the first lot has fallen shall be bound within fifteen days of the registration of the deed of division to send the Treasurer of the States the following information :—

- (a) The names and addresses of each co-sharer.
- (b) The designation and description of the houses, buildings and lands devolved to each lot (including the birthright of the eldest) and in the case of a sub-division of land the acreage of each portion of land so sub-divided.

(4) In the case of a will the person who has taken steps for the registration of the will shall be bound within fifteen days of the registration of the will to send the Treasurer of the States an extract of the said will containing as far as possible the same details as those mentioned in the first clause of the present article.

(5) In the case of a saisie the person who has become proprietor of the estate of the saisie or of any portion whatever of the said estate shall be bound within fifteen days of the date of the order of the Court by which he has become proprietor to send to the Treasurer of the States the same information as that contained in the first clause of the present article with the exception of the price.

(6) Every person infringing this Article shall be liable to a fine at the discretion of the Court not exceeding £1 sterling.

Article 15.

That part of the Cadastre which has reference to a parish shall be deposited during five days in each year for the inspection of the Ratepayers in a certain place in the said parish on the days and hours and in accordance with the regulations which shall be prescribed by Ordinance of the Royal Court.

Within five days after the last day of the exhibition of the Cadastre, every Ratepayer may notify in writing the Constables of any incorrectness by which he is wronged.

Provided always that the fact of his not having sent such notice shall not prevent a Ratepayer from disputing the amount of his contribution for reasons of his own, but the said reasons must not include any incorrectness in the designation or valuation of a property.

Article 16.

The Constables shall submit the notices to their respective Douzaines, who shall be assisted by the experts of their parishes. The Constables shall afterwards send the said notices, with the observations of their Douzaine, to the Treasurer of the States. Upon receipt of the notices the said Committee may rectify the Cadastre; after which, if the Ratepayer is not satisfied, he shall have the right to action the President of the said Committee to see himself adjudged to rectify the Cadastre. In every case the President shall without delay notify in writing the decision of the said Committee to the Ratepayer.

Article 17.

All notices of alterations or incorrectness must be made upon a special form provided by the States Committee, which shall be supplied to the interested parties by the Constables. The Constables shall be bound to keep a register of every notice of alterations which shall be transmitted by them to the Committee.

Article 18.

Every year and within two months following the last day of the exhibition of the Cadastre the Treasurer of the States shall furnish the Constables of each parish with a copy of the part of the Cadastre relating to the parish after it shall have been rectified.

Article 19.

The Royal Court is authorized to pass such Ordinances as it may deem necessary for the putting into force of the present Law.

Article 20.

The fines shall be applicable one half to His Majesty and one half to the informer.

SECTION V.**SUPPLEMENTAL PROVISIONS.****Article 21.**

The laws and parts of laws following so far as they relate to the Cadastre therein mentioned, are hereby and remain repealed :—

- 1.—Articles 8, 10, 11, 18, 19 and 20 of the Law relating to Parochial Taxation (1868).
- 2.—Articles 2, 4, 15, 16, 17 and 18 of the Law which determines the Procedure to be followed upon the Levy of a General Tax (1871).
- 3.—Articles 7, 8, 9, 10, 11 and 12 of the Law relating to the Drains of the Town and Parish of St. Peter Port (1899).
- 4.—Articles 8, 9, 10, 11, and 12 of the Law relating to the Drains of the Parish of St. Sampson (1900).
- 5.—Articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of the Law relating to the Upkeep of Public Roads (1904).
- 6.—Article 8 of the Law supplementary to the Law relating to Parochial Taxation (1911).
7. The Law relating to the General Cadastre of the Island (1915).